

AUGUSTIN HAMON,
LES MAÎTRES DE LA FRANCE,
T. 3, ÉDITIONS SOCIALES INTERNATIONALES, 1938,
**LES INTÉRÊTS COLONIAUX
EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE**

[196]

La Société agricole et immobilière franco-africaine [ENFIDA].

Désignée souvent par les lettres E.N.F.I.D.A., cette société est une filiale de la Société marseillaise de crédit industriel et commercial (voir tome I). Elle date de 1881.

Son président est M. Édouard de Cazalet, maintes fois nommé. Dans son conseil nous trouvons M. Jean Aubert (tomes I et II), M. Nicolas Zarifi (tome I), M. Alfred Gavoty (tome II) ¹, M. Albert [197] Montamat, qui siègent d'autre part soit à la Société marseillaise de crédit, soit à l'Immobilière marseillaise, soit aux Chantiers et ateliers de Provence.

Il y a encore d'autres administrateurs : M. Raphaël Dame et le général J. Naugès, habitant Tunis ; M. Léopold Lagorce, habitant Nîmes ; M. Joseph-Honoré Ricard, vu

¹ M. Alfred Gavoty habite Marseille. Il est vice-président de la Société immobilière marseillaise, entreprise d'exploitation d'immeubles et de terrains (voir tome I, page 88). Il est membre d'une famille de Marseille appartenant à la féodalité financière et agraire.

Alfred Gavoty, [1877-1950][fils de Charles (1843-1938), ancien vice-président des Raffineries de sucre de Saint-Louis et de la Société immobilière marseillaise, ancien administrateur de la Cie d'armement colonial à Madagascar, des Rizeries d'Extrême-Orient à Cholon, de la Franco-Coloniale des riz...] marié à une Durand de Corbiac, a un château à Entressen (Bouches-du-Rhône). Son parent, André Gavoty, a aussi épousé une de Corbiac, Marie. D'autre part, Cécile Gavoty est la femme d'Albert Durand de Corbiac.

(La famille Durand de Corbiac a des châteaux en Dordogne. *Un d'eux, Louis, est lieutenant-colonel*).

Raymond Gavoty [père du critique musical réactionnaire Bernard Gavoty], mort en juillet 1937, était de l'U. A. [Union artistique], ancien député conservateur [du Var (1921-1924)], membre de l'Académie d'agriculture, vice-président de la Société des agriculteurs. Sa veuve possède deux châteaux dans le Var. Son fils Jacques a épousé une fille du baron de Cholet, ce qui l'apparente aux de Monicault, aux Seillières, aux Reille, aux Begoüen, aux de Vienne, aux Chabaud-Latour*, familles que nous avons eu à citer. Raymond était le frère de défunt Jean Gavoty qui avait épousé une demoiselle Paul-Robernier (Robernier est le nom d'un château dans le Var à Montfort-sur-Argens). André Gavoty, ci-dessus nommé, est [l'un des] fils de Jean. Raymond Gavoty était par sa femme, née Magimel, beau-frère d'Edmond Vieillard dont le parent, Georges Vieillard, a épousé Marie-Thérèse Jahan, de la famille que nous connaissons ; un autre de ses parents, Jacques Vieillard, est le mari de Marguerite Faure, de la famille bordelaise de ce nom, dont nous avons vu un membre, Édouard G. Faure, siéger aux Chemins de fer du Midi. Jacques Vieillard a deux châteaux en Gironde. La comtesse de Cauvigny était la sœur de Raymond Gavoty, oncle du vicomte Victor de Seilhac, mari de Madeleine Gavoty, et fils du comte Henri de Seilhac. Au commencement de ce siècle, le comte Léon de Seilhac était délégué permanent au service industriel et ouvrier du Musée social.

Par ailleurs, Léon Gavoty, fils de Jean, a épousé une Maurel, et Adrien Gavoty une Begoüen. Ces alliances matrimoniales dans la noblesse terrienne et dans la haute bourgeoisie négociante montrent l'importance sociale de la famille capitaliste Gavoty.

précédemment à diverses reprises et, enfin, M. Paul Le Cesne, demeurant, lui, à Paris, en son hôtel du 60, avenue Hoche ² ; M. Gabriel Daher est commissaire aux comptes.

Lorsqu'on considère les noms précédents, on constate que la Société agricole et immobilière franco-africaine est une entreprise contrôlée par des capitalistes catholiques et où participent surtout des capitalistes marseillais.

[204] Le Kouif.

Le Kouif est la région montagneuse qui s'étend à la fois à l'est du département de Constantine et sur le territoire tunisien. Il contient les richesses minières, métallurgiques et phosphatières de l'Afrique du Nord orientale. Le Kouif est la contrée où s'exploitent les gisements de phosphates appartenant à la Société de Saint-Gobain, les mines de Mokta El Hadid, les mines de fer et de cuivre de l'Ouenza, les exploitations de la Société des phosphates de Constantine, etc. Nous verrons par la suite, grâce aux noms des administrateurs de ces sociétés, que ces puissances occultes pourraient être aisément découvertes, si on le voulait.

Mais, avant d'examiner ces sociétés qui constituent ce que M. Viollette appelle le Kouif, parlons des établissements bancaires. Naturellement, ici comme ailleurs, comme partout, ils dominent l'activité économique et industrielle. Nous aurons ainsi, tout de suite, par les noms mêmes des administrateurs de ces banques, la preuve des relations étroites du capitalisme colonial et du capitalisme continental.

La Banque de l'Algérie*

La Banque de l'Algérie est une banque d'émission ³. Les billets qu'elle émet ont cours légal dans toute l'étendue du Gouvernement général de l' [205] Algérie. De ce chef, on peut l'assimiler à la Banque de France (voir tome I) ; mais, en 1936, il ne fut pas apporté de modifications à son statut, tandis qu'il en fut apporté à la Banque de France.

Le conseil d'administration est présidé par M. Louis Escallier, qui est, en même temps, directeur général. C'est un ancien directeur au ministère des Finances. Les administrateurs sont : M. Paul Boyer et Alexandre Célier ⁴, du Comptoir d'escompte ; le baron Brincard et Paul Tirard, du Crédit Lyonnais ; Albert Galicier, de la banque privée du même nom ; Élisée Sabatier, de la Société des grands travaux de Marseille [GTM] ; Gabriel Delamotte [0/00][> Gabriel ép. Jean Cousin, insp. des Finances, > Hubert > Pont-

² Paul J. Le Cesne paraît être [est bien] le fils de Julien Le Cesne [1854-1931][v.-pdt. CFAO et pdt de l'Union coloniale frse] et de Mme, née de Comeau. Il est parent de William Le Cesne, administrateur des Accumulateurs Fulmen, et de Jacques Le Cesne, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État.

³ Les banques dites d'émission ont droit d'émettre des billets de banque, c'est-à-dire qu'elles créent de la monnaie selon les règles déterminées, et toujours au delà de la couverture d'or qui doit être dans les coffres de ces banques.

Toutes les autres banques sont aussi créatrices de monnaie ; mais cette création a lieu non sous forme de billets de banque, mais sous forme de chèques ou ouvertures de crédit. La quantité de monnaie, ainsi créée est toujours supérieure aux couvertures (devises et or) détenues par les banques. Elle est limitée par le montant du crédit dont jouit chaque banque séparément dans les milieux bancaires. La puissance économique, et par conséquent politique, des banques résulte de leur possibilité de créer de la monnaie, possibilité qui n'existe dans aucun autre commerce.

⁴ La famille Célier paraît originaire du Perche et du Dunois. Elle était de moyenne bourgeoisie. Le financier actuel est le troisième du prénom d'Alexandre. Son père Alexandre Célier, avocat, n'avait aucun titre nobiliaire, mais il était marié à une demoiselle de Montmartin. Il fut avocat des congrégations au commencement de ce siècle. Le financier, son fils, paraît être un fidei-commis des congrégations religieuses. Il obtint du pape un titre comtal vers 1926. Son fils Jacques [adm. Cie générale de réassurances, L'Aigle, Le Soleil] a épousé, en janvier 1937, Henriette de La Grandière, fille du vicomte Jacques et de la vicomtesse née Dalmas. Son frère Pierre de La Grandière [pdt. Cie d'assurance réunies et réassurance] avait épousé, en novembre 1936 Lucienne Thurneysen. La famille de La Grandière est alliée aux Saint-Genys, aux de Lasteyrie, aux de Pimodan et aux du Breil de Pontbriand. Ces noms indiquent l'alliance des féodaux de la finance et de la propriété foncière. Nous retrouvons toujours les mêmes noms, car déjà nous avons cité ceux-là.

à-Mousson, Air industrie...], qui représente des intérêts autres que les siens propres. À tous ces personnages cités précédemment dans notre ouvrage, il faut ajouter Moïse Moatti, décédé en octobre 1937, et le comte Jean [206] Le Bourdais des Touches⁵, qui est du groupe catholique du Crédit industriel et commercial, car il est administrateur de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel et vice-président de la Société toulousaine de crédit industriel.

Les censeurs sont : M. Paul-Ernest Picard, que nos lecteurs connaissent déjà, et M. Gaston Boulogne, qui apparaît pour la première fois dans notre étude sur la féodalité capitaliste contemporaine. C'est un ancien haut fonctionnaire du Gouvernement général de l'Algérie, que nous retrouverons siégeant en d'autres sociétés, de même que les personnalités citées ci-dessus. Il représente, dans les huit sociétés où il est administrateur, des intérêts autres que les siens propres. Nous supposons que ce sont ceux du groupe Brincard, catholique⁶.

La Banque industrielle de l'Afrique du Nord*

Dans le conseil de cette banque, nous voyons siéger MM Paul Boyer, Paul-Ernest Picard, Albert Galicier, M. Moatti, Élisée Sabatier, et, comme commissaire du gouvernement, M. Louis Escallier que nous venons de voir à la Banque de l'Algérie. Il y a encore dans le conseil M. Frédéric Manaut (voir tomes I et II), qui appartient au groupe Galicier, et deux administrateurs non encore vus : M. A. Lallier du Coudray (de Marseille), M. H. Navarre [/oo] qui donne son adresse à Alger ⁷. Le directeur général, membre du conseil, est M. Louis Férasson [207] qui sera rencontré de nouveau comme président et administrateur délégué d'une société minière algérienne [Bou Arfa au Maroc] où il représente évidemment des capitaux autres que les siens propres.

Les noms des administrateurs montrent que la Banque de l'Algérie contrôle la Banque industrielle de l'Afrique du Nord ou que c'est cette dernière qui contrôle la première. En tous cas, la liaison est intime [la Banque de l'Algérie possède une participation dans la BIAN (A.L.)].

La Compagnie algérienne*

Elle date de 1877. Son capital nominal de 105 millions en vaut plus de 300. Ses dépôts montent à 1.200 millions. Un certain nombre de ses administrateurs sont connus de nos lecteurs puisqu'ils ont nom : Jean Boissonnas [Mirabaud], René Fabry, Louis Marlio, Eugène Mirabaud, Léon Odier, Philippe Vernes. Et ceci nous prouve que la Haute Banque a entre ses mains cette compagnie bancaire. Cependant, il y a quelques noms nouveaux qui apparaissent : M. Alexandre Conty, ambassadeur de France, qui

⁵ Ce comte est consul général, donc ancien fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères. Il possède un château à Saint-Martin-sur-Ouanne (Yonne).

⁶ Gaston Boulogne (c. 1870-1942) : polytechnicien, il fait carrière pendant trois décennies dans l'administration algérienne. En 1905, conseiller rapporteur du conseil du gouvernement, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur. Fin 1908, il devient directeur des travaux publics et accède en 1913 au grade d'officier. En 1922, directeur des Territoires du Sud, il est promu commandeur. La même année, il entre au conseil de surveillance de la Société algérienne de navigation pour l'Afrique du Nord (Ch. Schiaffino et Cie). En 1927, il est successivement recruté au conseil de Mokta et du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie. En mars 1936, il figure comme administrateur de Gafsa dans le n° du *Crapouillot* sur les 200 familles, chapitre « Pantouflage ». En outre, président de Djebel-Djerissa (autre filiale tunisienne de Mokta), censeur de la Banque de l'Algérie... Nous doutons fort qu'il représente le groupe Brincard, c'est-à-dire le Crédit lyonnais, ni même les intérêts d'un seul groupe. (A.L.)

⁷ L'adresse donnée à Alger est villa Navarre, Hussein Dey. M. H. Navarre ne serait-il pas M. Henri Navarre, capitaine de cavalerie, époux de Marie-Suzanne Boulard, ayant villa à Mirepoix (Ariège), à Autun (Saône-et-Loire) et appartement à Paris ?

sera retrouvé dans ce chapitre même ; M. Jean Pallier⁸ ; M. Marcel Saint-Germain, ancien sénateur d'Oran et ancien vice-président du Sénat ; le comte Jean de Sayve [1866-1944], veuf d'une demoiselle O'Donnell⁹.

[208] De tout ce qui précède, il ressort que la Compagnie algérienne est une participation des Mirabaud, Odier, Vernes, Schneider, peut-être des Rothschild (si M. Alexandre Conty les représente, comme c'est probable [?!]), peut-être des Mallet et aussi du groupe catholique.

Le Crédit algérien*

Le Crédit algérien fut fondé en 1881 au capital de 16 millions. Ses actions de mille francs en valent deux mille. Et elles ont perçu entre 1906 et 1923, en tant que réparations extraordinaires, 1875 francs, bien entendu en sus du dividende annuel de 125 francs.

Les administrateurs sont : MM. André Peytel, René-Paul Duchemin, Emmanuel Rousseau, Élisée Sabatier, cités précédemment dans ce tome même, auxquels s'ajoutent les nouveaux venus dans notre examen des financiers, M. Émile Pinson, un haut employé de l'oligarchie, car il siège en treize conseils de sociétés d'électricité où il représente des intérêts autres que les siens ; M. Charles Steinbrenner, Cyprien Laudy et M. André Gérardin. [209] Ces trois derniers semblent être des employés représentant des intérêts de groupes divers, parmi lesquels il semble y avoir un groupe de capitalistes lyonnais.

Le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie.

Cette société, fondée en 1880, a un capital de 150 millions qui vaut plus de 320 millions. Le montant des capitaux gérés atteint près d'un milliard. Comme administrateurs, nous rencontrons toujours des personnages déjà cités au cours de notre étude : MM. André Lebon, Xavier Loisy, Alfred Jourdanne, Louis Renaudin, Joseph Delarue, Eugène Regnault, Georges Saint-René-Taillandier, Gastan Boulogne, Marcel

⁸ M. Jean Pallier siège aussi à l'Association minière. Son nom ne figure pas dans le Tout Paris. Dans l'Annuaire des châteaux, il y a une famille Pallier, ayant des châteaux dans le Gard. Il se pourrait qu'il fût de cette famille et, en même temps, qu'il fût dans les conseils un représentant de la grande famille bancaire protestante, les Mallet...

⁹ Membre du Jockey-Club, il est le frère du marquis de Sayve qui était ministre plénipotentiaire au commencement de ce siècle [Non. C'est en fait Gustave de Sayve, père du marquis Joseph et du comte Jean, qui était diplomate]. Il est veuf de la fille de la comtesse O'Donnell, née de Guitaut (Jean Schneider est marié à Françoise de Curel, fille d'une de Guitaut). Jean de Sayve est donc parent des Schneider, ce qui explique sa présence dans trois sociétés métallurgiques [dont la Société métallurgique de Normandie (SMN)] contrôlées par les Schneider (voir tome IV). Il est donc un représentant des Schneider à la Compagnie algérienne [Douteux. En fait, Jean de Sayves, ancien capitaine de corvette, est devenu en 1907 administrateur des Chargeurs réunis, affaire contrôlée par le groupe Mirabaud jusqu'en 1927. C'est probablement après cette date qu'il a été recasé par le groupe à la Cie algérienne]. Par les de Curel, le comte Jean de Sayve se trouve en parentage avec les de Wendel. Les autres alliances de la famille de Sayve sont avec des familles de noblesse terrienne. Les O'Donnell ont une alliance avec les Galitzine.

Le comte Jean de Sayve a deux fils, Olivier et Raymond [un troisième, Jean-Artaud, cadet de Raymond, étant mort en 1925 à Montevideo, à l'âge de vingt-cinq ans]. Celui-ci est marié à une de Kergorlay, probablement une fille du comte Bernard de Kergorlay et de sa femme, née Antoinette de Curel [Non. Raymond de Sayve était marié à Isabelle de Kergorlay, fille d'Octave et de Mme, née de Guzman]. Les comtes Raymond de Sayve et Bernard de Kergorlay sont du Jockey-Club. Tous ces nobles personnages sont de gros propriétaires terriens, ayant des châteaux. Celui du comte Jean de Sayve est à Aubergenville (Seine-et-Oise).

Olivier. Comme noms nouveaux, on a le comte Robert de Caix de Saint-Amour¹⁰ ; M. Robert David, ancien sous-secrétaire d'État et ancien député de la Dordogne, ayant château à Saint-Cyprien (Dordogne) ; sa femme est née Jeanne Secrestat-Escande d'une famille de la Dordogne, ayant un château ; M. Jules Dumas. En plus de ces administrateurs, il en est quelques autres résidant en Afrique du Nord. Au point de vue de notre étude, ils ne présentent que peu d'intérêt, sauf cependant ceux qui seront à nouveau rencontrés comme administrateurs d'autres sociétés, et alors ils seront signalés par nous.

[210] Parmi les censeurs, il y a lieu de noter le comte Arthur de Montureux, cité dans notre tome II.

Cet examen des établissements bancaires algériens montre qu'ils sont tous sous le contrôle de financiers métropolitains, appartenant surtout à la Haute-Banque.

Les chemins de fer en Algérie.

Il existe plusieurs régimes de chemins de fer algériens, mais, bien entendu, toujours sous le système des concessions d'État.

Il y a des lignes d'intérêt général et des lignes spéciales destinées à mettre en valeur des exploitations minières. Parmi les lignes d'intérêt général, les unes sont exploitées par la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, les autres ont été mises en liquidation et rachetées par le gouvernement algérien.

Il s'agit du chemin de fer de l'Est et de l'Ouest algérien. Les conditions de rachat ont été assez avantageuses, de façon que les actionnaires ne soient pas lésés. D'ailleurs, les conseils de liquidation sont toujours dirigés par ceux-là mêmes qui, comme administrateurs de l'entreprise, ont négocié les conditions de rachat. Les liquidateurs se partagent des annuités intéressantes.

La Société de l'Est algérien* [Chemin de fer de l'Est-Algérien].

Prenons comme exemple la Société de l'Est algérien, dont le capital actions est de 25 millions, et le capital obligations de 260 millions. L'annuité de rachat est de 9.800.000 francs. L'amortissement des actions exigeait, en 1934, 7.700.000 francs. Ce- [211] pendant, les actionnaires n'ont reçu qu'un dividende de 30 francs par action de 500 francs. Cette société en liquidation, n'exploitant plus rien, a 750.000 francs de frais généraux dont la plus grosse partie sert à rémunérer les cinq liquidateurs ! Les cinq sont : MM. Hector Bouruet-Aubertot [PLM], Alfred Barriol, Louis Watel-Dehaynin*, dont il fut parlé précédemment ; puis M. Paul Gautier de Charnacé, ancien conseiller à la Cour des comptes¹¹, et M. Gustave de Jollin.

Il semble, par les noms précédents, que la finance catholique domine cette entreprise, ce qui est confirmé par le fait que le service financier de l'Est algérien se fait par l'entremise du Crédit industriel et commercial.

La Compagnie de l'Ouest algérien*.

¹⁰ Il est marié à une demoiselle [Michèle] de Boislisle, fille [non : sœur] du comte Jean de Boislisle et de sa femme née Marie-Thérèse Couturié, famille que nous connaissons (tome II). Jean de Boislisle est le fils de feu Arthur de Boislisle, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres [dixseptième], conservateur du domaine de Chantilly]. Sa mère née Pernolet avait un frère, Arthur Pernolet, ingénieur des mines, ancien député en 1901, marié à une Paléologue.

¹¹ Le baron Paul Gautier de Charnacé est le fils du baron Maurice et de la baronne née de Bigault du Granrut. Il possède avec sa mère, le château d'Aulnoy, à Coulommiers (Seine-et-Marne). Il est marié à une demoiselle Durrieu (voir tome I, page 249), ce qui l'apparente aux familles Schweisguth, Odier, Houel, Mallet, Feray.

La situation est à peu près la même pour la Compagnie de l'Ouest algérien. Son conseil de liquidation ne comprend que quatre membres : M. André Peytel, M. Le Bourdais des Touches et M. Steinbrenner, cités à propos du Crédit algérien, et M. Bride qui habite à Savigny-sur-Orge.

La Compagnie des chemins de fer sur routes d'Algérie.

Cette compagnie est la seule société de chemins de fer qui continue son exploitation. Son capital est de huit millions. Tous ses administrateurs, [212] sauf un, sont déjà connus, puisque antérieurement cités ainsi qu'on peut en juger par l'énumération de ces personnages : M. André Silhol [v.-pdt PLM], Edmond Yvan [adm. délégué Entrep. mme et comm. > Entreprise ferroviaire, SAFEN, Potin, Omer-Decugis, etc.], Maurice Chabrières ¹², Alfred Jourdanne [CFAT], Eugène Mirabaud, Jean Paraf [Omnium lyonnais], baron Louis Thénard [St-Gobain], Pierre Monnier [Omnium lyonnais], Jules Vinson [gros garagiste algérois], Alfred Tenon [*sic* : *Albert Tanon*] [ingénieur des mines. Ancien directeur devenu administrateur en déc. 1921]. Les seuls que nous n'ayons pas encore eu à citer sont MM. Étienne Roux ¹³, Alfred Tenon [*sic* : *Albert Tanon*] et Henri Varcollier, administrateur-directeur de cette compagnie, qui, ainsi qu'il appert des noms précédents, est sous le contrôle de la Haute-Banque protestante, juive et catholique.

Diverses compagnies de tramways.

Simplement pour mémoire, nous citerons les Compagnies de tramways de Tunis, d'Oran et la Société de tramways algériens. Ce sont, en effet, des filiales de la Compagnie générale française de tramways ou de sociétés d'électricité dont nous verrons la puissance dans la partie relative à cette industrie (tome IV).

La Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens (Bône-Guelma)*.

Les deux noms entre parenthèses indiquent que le réseau de la compagnie s'étend aussi bien en Algérie qu'en Tunisie. En réalité, il s'agit d'une ancienne compagnie qui fut créée uniquement pour les besoins du bassin minier du Kouif, c'est-à-dire d'une partie du département de Constantine. [213] Il y eut ensuite un prolongement en Tunisie. Créée en 1875, cette compagnie exploitait 1.609 kilomètres de ligne.

La Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (P.L.M.).

(selon Augustin Hamon,
Les Maîtres de la France, t. 3, Éditions sociales internationales, 1938)

[54] M. *Francisque Aynard*, né en 1869, qui sera retrouvé dans le chapitre des mines, est administrateur du PLM. Un de ses parents, Joseph, marié à une Saint-René Taillandier, est rédacteur au *Journal des Débats* [le comte Étienne de Nalèche, directeur

¹² Maurice Chabrières : fils d'une Fraissinet, administrateur des Chantiers et ateliers de Provence, de la CICA, de la Société du Haut-Ogooué (SHO)... et aussi de la SLD (comme fils d'Auguste Chabrières, un soyeux lyonnais qui fut aussi le 1^{er} président de l'Omnium lyonnais) et de la Banque de Syrie et du Liban...(A.L.)

¹³ Il est directeur de l'Omnium lyonnais qu'il représente dans la Compagnie des chemins de fer sur route algériens [inaugure le premier trolleybus de Poitiers en août 1943].

du *Journal des débats*, adm. de Suez, descend d'un Nalèche qui, en 1878, était administrateur du chemin de fer de Bône à Guelma].

En 1915, elle se fit racheter par le gouvernement de l'Algérie les 447 kilomètres existants. En ce qui concerne la partie tunisienne des lignes, elle se fit placer sous le régime des dépenses réelles. Ceci veut dire que le gouvernement tunisien paye tous les déficits, l'intérêt et l'amortissement du capital. La compagnie, elle, touche des primes de gestion. Pour la partie algérienne du réseau, l'indemnité annuelle de rachat est calculée de telle sorte que les actions reçoivent un intérêt de six pour cent et une part l'amortissement

Il résulte de là que ce réseau, créé presque uniquement pour les besoins de l'exploitation minière, est maintenant entièrement à la charge des deux gouvernements de Tunisie et d'Algérie. Malgré la différence de régime de ces deux gouvernements, l'entente a pu se faire, avec les mêmes avantages pour la compagnie.

Des administrateurs, nous avons déjà eu à citer : Xavier Loisy, qui est vice-président ; MM. Léon Boulle, Jean Brugère, Alexandre Conty, Jacques Lacour-Gayet [Galfa], le comte Arthur de Montureux et Jean Saint-Romas. Le président actuel, qui a succédé à M. Edmond Philippar, de la famille déjà nommée, est M. Eugène Herscher ¹⁴ que nous re- [214] verrons à la Société centrale de dynamite* et dans le tome IV. Les autres administrateurs sont M. Louis Lorieux ¹⁵, époux d'une demoiselle Gouin, ce qui nous ramène à une famille capitaliste dont nous eûmes beaucoup à parler, — l'administrateur délégué est M. Albert Collin ¹⁶.

Un des commissaires aux comptes est M. Thierry de Valleuil (tome I), du Crédit industriel et commercial.

Ces noms montrent que la prédominance, en cette compagnie, appartient à la finance catholique.

Mines et phosphates.

Nous voici arrivés à ces fameuses entreprises minières métalliques et phosphatières qui, avec les grands domaines agricoles, constituent l'exploitation coloniale de l'Algérie et de la Tunisie.

La Société générale des mines d'Algérie et de Tunisie (Omnium)*

Cet Omnium fut constitué à Alger en 1899, au capital de sept millions et demi. En 1931, ce capi- [215] tal avait décuplé. Au cours actuel (juin 1937), il a quintuplé. Cette affaire financière, qui avait été précédée de quelques autres, a un conseil d'administration intéressant à connaître, car il révèle une participation de groupes financiers métropolitains divers. Le président et administrateur délégué est M. Théodore Anshacher déjà nommé ; il siège à la Société algérienne de navigation pour l'Afrique du

¹⁴ Eugène Herscher est ingénieur des mines, promotion de 1887, de l'École polytechnique et membre de l'Union artistique. Au siècle dernier, il y avait une importante maison Geneste-Herscher, ingénieurs-constructeurs ; elle existe encore sous le titre de Société anonyme des établissements Geneste-Herscher et Cie. L'objet de cette société est l'assainissement, le chauffage, la désinfection, etc. M. Eugène Herscher est de la famille qui avait créé cette maison [Eugène est effectivement le fils de Georges-Charles Herscher (décédé le 24 janvier 1894)].

Un de ses parents, Ernest Herscher, qui fut architecte du gouvernement, a un château à Sermizelles (Yonne) ; un autre est médecin des hôpitaux ; enfin un troisième, Sébastien, est archevêque de Laodicée.

¹⁵ M. Louis Lorieux a hôtel à Paris, 56, rue Ampère et château à Guérande (Loire-Inférieure). Né à Nantes (Loire-Inférieure), il est ingénieur de l'École centrale de Paris, promotion de 1895 et fut autrefois ingénieur de la Société française Thomson-Houston que les Rothschild contrôlaient [???], puis à la Société de construction des Batignolles contrôlée par les Gouin.

¹⁶ Ne figurant pas dans les annuaires mondains, il nous fut impossible de déterminer s'il était de la parenté de M^{me} veuve André Collin, née Robineau.

Nord avec d'autres administrateurs de l'Omnium minier. Parmi les autres administrateurs, nous relevons les noms de M. Henri de Peyerimhoff (voir tomes I et II), ancien secrétaire général du Gouvernement général de l'Algérie ; le baron Pierre de Gunzbourg (tomes I et II) ¹⁷, le comte Arthur de Montureux, Bozon de Talleyrand-Périgord, duc de Valençay (tomes I et II). À cette liste, il faut ajouter M. Laurent Schiaffino, gérant de la Société algérienne de navigation pour l'Afrique du Nord (anciennement Ch. Schiaffino et Cie) ; M. Abel Juge, un simple employé, et M. Marcel Kapferer d'une famille capitaliste juive qui eut autrefois [216] des intérêts en Égypte et qui en a encore en Afrique du Nord ¹⁸.

La Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid*

Cette société date de 1865 et à son siège social, 60, rue de la Victoire. C'est la société la plus ancienne de l'Algérie On peut la considérer comme la tête de groupe du Kouif. Son capital de 60 millions, amorti de 20, vaut 360 millions en Bourse actuellement.

Les administrateurs ont tous déjà apparu dans notre palmarès financier. Ce sont, en effet, le baron Léon de Nervo, Gaston Boulogne, [Charles Ascherson](#), Frédéric Basset, Louis Beigbeder, Jean Boissonnas, Henri Puerari, Hector Bouruet-Aubertot, Marcel Paul, René de Saint-Olive ¹⁹. Cette liste éloquente montre que Mokta-el-Hadid est la chose de la Haute-Banque, notamment du groupe Mirabaud.

[217] La Société du Djebel Djerissa.

Elle siège dans le même immeuble que la société précédente, au 60, rue de la Victoire. Elle fut fondée en 1899 et elle est contrôlée surtout par les banques Mallet et Mirabaud Comme administrateurs, elle a Léon de Nervo, Gaston Boulogne, Frédéric Basset, Hector Bouruet-Aubertot, Henri Puerari que nous venons de voir à la société précédente, auxquels s'ajoutent des personnages déjà nommés comme MM. Ernest Mallet et Cyril Hay et quelques nouveaux venus sur notre scène financière. Ces derniers

¹⁷ Nous avons dit dans le tome I que la famille de Gunzbourg — (on écrit indifféremment ce nom avec ou sans o) — était apparentée aux Goldschmidt-Rothschild (de Francfort-sur-le-Mein). Cette famille-ci a une origine commune avec la famille Goldschmidt-Brodsky. Par ailleurs, le baron Vladimir de Gunzbourg est marié avec Clara Brodsky.

Les Brodsky, Goldschmidt-Brodsky ont des alliances importantes dans les milieux financiers et autres. Paul Hymans, petit-fils d'un médecin juif hollandais, ancien ministre des Affaires étrangères de Belgique, est le mari d'une Goldschmidt-Brodsky. Sa nièce, Vera Goldschmidt-Brodsky, a épousé Robert Masse, ingénieur de l'École centrale, promotion de 1934, petit-fils de Mme Édouard Masse (château au Bousquet-d'Orb, Hérault), neveu de l'avocat Pierre Masse, ancien membre du conseil de l'ordre, et de René Bechmann (voir tome I).

¹⁸ M. Marcel Kapferer marié à Yvonne Aron, a son hôtel 64, avenue Henri-Martin. Il est parent de l'ingénieur civil des mines Henry Kapferer, dont l'hôtel est à Boulogne-sur-Seine, 30, rue de Buzenval, administrateur de sociétés de transports automobiles, et de M. Maurice Kapferer, administrateur de la maison Bréguet.

Yvette, fille de Marcel Kapferer, a épousé en novembre 1937, Francis Ricardo, attaché d'ambassade, [fils du colonel anglais Wilfrid Ricardo](#), descendant du célèbre économiste. Les familles Kapferer, Ricardo, Aron sont juives.

¹⁹ Partenaire de la Banque Saint-Olive, Cambefort et Cie à Lyon, René de Saint-Olive sera revu dans le tome IV (Mines et Services concédés). Marié à Alice Isaac, de la famille capitaliste lyonnaise Isaac, déjà nommée, René de Saint-Olive a un château à Écully (Rhône). Nous renvoyons le lecteur aux tomes I, II et précédemment pour plus amples détails sur les familles de Saint-Olive et Isaac.

sont : le baron Albert de Dietrich, de la famille déjà nommée dans le tome I ; son parent, Édouard de Joannis ²⁰ et, enfin, M. Oscar Cambefort ²¹.

La Compagnie des mines d'Ouasta et de Mesloula*

Restant toujours au 60, rue de la Victoire, à Paris, nous trouvons la Compagnie des mines d'Ouasta et de Mesloula. Son capital est entièrement amorti. Elle fut créée en 1905. Les noms de ses administrateurs ont déjà figuré dans notre ouvrage En effet, ce sont : MM. Pierre Mirabaud, Oscar Cambefort [1866-1951], Jacques Puerari [fils d'Henri], le comte André Walewski [Marine-Homécourt], Marcel Champin et MM. François [218] Urruty ²² et Pierre Crouzier ²³ que nous n'avons pas encore vus.

La Haute Banque, surtout le groupe Mirabaud-Rothschild, a donc la main sur Ouasta Mesloula, aussi bien que [sur] Djebel Djérissa et sur Mokta-el-Hadid, trois mines de fer qui constituent une excellente affaire capitaliste.

La Compagnie des chemins de fer et phosphates de Gafsa.

La Haute-Banque n'est pas seulement intéressée dans les mines métalliques, car nous constatons sa domination sur les Phosphates de Gafsa par les noms mêmes des administrateurs de cette compagnie. Son siège social est d'ailleurs aussi au 60, rue de la Victoire, mais les mines de phosphate sont en Tunisie. Voyons donc les administrateurs. Ils s'appellent : Léon de Nervo, Charles Ascherson, Frédéric Basset, Jean Boissonnas, Marcel Champin, Gaston Boulogne, Hector Bouruet-Aubertot, Eugène Mirabaud, Pierre Mirabaud, Jacques Puerari [fils d'Henri], André Walewski [Marine-Homécourt] ; le comte Louis [en fait : Pierre] Roederer, qui préside la société de Saint-Gobain [de 1931 à 1936] dont nous parlerons dans le chapitre des produits chimiques ; Maxime Renaudin, Maxime Pellé. Tous sont connus, car tous furent cités dans nos tomes I et II [219] ou dans les pages précédentes. Ajoutons un nouveau personnage, M. Alfred Roux, qui semble être un employé ²⁴, et nous aurons tout le conseil de cette compagnie, gérée surtout par des membres de la banque Mirabaud et Cie, avec la participation de la banque catholique, des Rothschild et des Schneider.

La Société de l'Ouenza*

Les groupes capitalistes ne s'intéressent pas tous également à toutes les affaires. Ils se partagent entre eux toutes ces exploitations, mais, grâce à l'intervention des banques, la liaison se reforme et les affaires de natures les plus diverses se trouvent ainsi

²⁰ Son père était Léon de Joannis qui avait épousé Octavie de Dietrich. Édouard de Joannis est marié avec Cécile Jordan, parente du général Philippe Jordan (promotion de 1892 de l'École polytechnique) qui est le mari d'Adèle Mirabaud, château à Arbœuf (Nièvre).

²¹ Oscar Cambefort [1866-1951], de la famille des financiers lyonnais, dont il fut parlé tomes I et II, est marié à Marie-Antoinette Kœchlin, de la famille industrielle et financière de l'Est (tomes I et II).

²² M. François Urruty est un *fidei commis* des Rothschild, siégeant en dix conseils dont huit de mines, aussi le reverrons-nous dans le tome IV et dans deux conseils de sociétés métallurgiques [Urruty siège à Ouasta depuis 1909, bien avant qu'il ait eu le moindre rapport avec les Rothschild] ; il est le liquidateur de la Banque Thalmann (tome I), ce qui confirme que cette banque dépendait des Rothschild. En 1914, il y avait une Banque A. Urruty et Cie [en liquidation en 1916] dont François faisait partie.

²³ M. Pierre Crouzier [1890-1941] est administrateur-directeur de la société métallurgique Louvroil et Recquignies. Il siège en trois autres conseils de sociétés métallurgiques [président Soudure électrique Languépin, Grands travaux électriques, administrateur Constructions métalliques de Baccarat, Laugel & Renouard à Saint-Dié, Longovica (comptoir), Tubes de Vincey]. C'est un employé des Mirabaud.

²⁴ Alfred Roux : fils de John Roux, commissaire des comptes, puis administrateur de sociétés situées dans la mouvance du groupe Mirabaud, dont Gafsa, Ouasta-Mesloula, les Mines de Bor ainsi que la Cie française de matériel de chemin de fer. Frère de Madeleine Roux, mariée à Marcel Champin, l'un des grands représentants du groupe Mirabaud. (A.L.)

exploitées en participation. Nous avons constaté ce phénomène financier au cours des études qui précèdent, nous le constaterons toujours dans la suite de nos études, tant dans ce tome que dans les deux suivants.

L'affaire de l'Ouenza a été l'objet d'un véritable scandale, au moment de la concession. Les pouvoirs publics, une fois de plus, cédèrent et permirent ainsi aux deux grands groupes de la métallurgie et des mines, représentés par le Comité des forges et le Comité des houillères, d'ajouter ce nouveau fleuron à leur couronne.

La Société concessionnaire de l'Ouenza, créée en 1903, avait une majorité d'administrateurs étrangers, représentant des intérêts étrangers, particulièrement allemands. Ils étaient associés aux représentants du Comité des forges qui figuraient dans le même conseil. La Société de l'Ouenza, qui avait un concurrent français, concessionnaire avant elle d'une mine de la région, obtint du gouverneur général Jonnart, la concession de la minière. On appelle ainsi la partie qui, dans la même région, peut être exploitée à ciel ouvert. Il s'en [220] suivit procès, recours au Conseil d'État, etc. Il y eut également bataille au sujet de la concession du chemin de fer. Deux projets étaient présentés dont l'un permettait de desservir la mine de Mokta-el-Hadid. Nombreuses furent les interventions qui précédèrent une entente entre les deux concurrents, entente qui termina cette guerre entre groupes financiers. Et en 1914, fut constituée la société de l'Ouenza avec une majorité d'administrateurs français. Cette société était chargée de toute l'exploitation.

La guerre mondiale fit disparaître les administrateurs allemands, Il reste un administrateur anglais et deux administrateurs suédois. On sait que la Suède est en Europe le plus grand producteur de fer après la France.

Au conseil de l'Ouenza siègent : M. François Urruty, représentant des Rothschild²⁵ ; M. Auguste Autrand (tomes I et II)[anc. préfet de la Seine][1858-1949] ; M. Henri Bauer (tome II)[Bq Bauer, Marchal & Cie], M. Charles Marchal (tome II)[Bq Bauer, Marchal & Cie (ex-Périer)] ; M. Jules Bernard (tome I)[Bq Jules Bernard-Mathieu Goudchaux, Usines métallurgiques de la Basse-Loire...] ; M. Jean-Baptiste Hersent (tomes I et II)[⁰ /₀₀] [entrepreneur de travaux publics > Port de Fédala, Foncière de l'Indochine/Tramways du Tonkin, Phosphates de l'Océanie...]. À ces personnages connus déjà, se joignent M. Pierre Chabert²⁶, qui est le président délégué, dont nous aurons à reparler ; MM. Jean Bap [ingénieur, administrateur délégué], demeurant à Bône, et Alfred Ferlet²⁷ qui semblent être simplement des employés ; M. Félix Leprince-Ringuet, ancien inspecteur général des mines (promotion de 1892 de l'École polytechnique)[directeur

²⁵ François Urruty est l'ancien administrateur délégué des Mines de Malfidano, reprises en 1929, avec leur participation dans l'Ouenza, par Peñarroya. Urruty est devenu par la suite président de Minerais et métaux et (1935) administrateur de Peñarroya (A.L.)

²⁶ Pierre Chabert fut maire de Lans (Isère) où il a un château. Il avait, dans l'Isère, une entreprise commerciale qu'il a cédée. Il semble lié au groupe Nobel, fut avec Krueger et est encore un représentant des capitalistes suédois.

²⁷ Alfred Ferlet (1870-1950) : collaborateur immédiat de Marcel Delanney au secrétariat général de l'Algérie, il le suit en 1912 à la préfecture de la Seine, avant de devenir préfet d'Oran (1920), puis de la Côte-d'Or (1925). En 1929, il marie sa fille Lisette à François Delanney, fils de Marcel (A.L.).

École des Mines de Paris] ; M. Maurice Pouquet, ingénieur civil des mines²⁸. Enfin le conseil est complété par les délégués de deux sociétés : la société [221] concessionnaire de l'Ouenza et la Société des mines de Sidi Marouf. Ces deux sociétés ont le même siège social, 66, rue Pierre-Charron, c'est là que siège également la Société des mines de Zaccar*. Aussi il est d'intérêt pour le sociologue de connaître les administrateurs de ces trois sociétés.

À la Société concessionnaire de l'Ouenza, le directeur général, qui est en même temps le vice-président délégué, est M. Charles Vassillière ²⁹. Les [222] autres administrateurs français sont M. Henri Cardozo, ingénieur de l'École centrale de Paris ³⁰, siégeant en divers conseils de sociétés minières **et même dans une société anglaise, Yorkshire Copper Works**, fidéi-commis des Rothschild dans les sociétés dont il est administrateur, et le baron Armand de Saint-Didier, qui siège aussi aux mines du Zaccar* et de Sidi Marouf. Il appartient à une famille nobiliaire de l'Est (Ain), où elle a des châteaux ; **plusieurs de ses membres sont des officiers supérieurs. Le baron Armand de Saint-Didier a épousé une Narbonne Lara, descendante du général**, diplomate et homme politique de la fin du XVIII^e siècle.

Les administrateurs étrangers sont : M. Axel Egnell, M. Sven Frissell ³¹ (de Londres), M. Martin Waldenström (de Stockholm). Ces deux derniers sont également à Sidi Marouf, à Zaccar* et à la Société concessionnaire de l'Ouenza. Quant à M. Axel Egnell, qui s'intitule ingénieur, il est le président de l'Union des banques, à Paris, qui groupe dans son sein l'ancienne Banque de Suède et de Paris. M. Axel Egnell est un Suédois dont la femme est née de Mouhy de Sornay. Son fils, Robert Axel-Egnell, gendre de

²⁸ M. Maurice Pouquet est un capitaliste d'origine bordelaise. Il a épousé sa cousine Jeanne Pouquet, veuve de l'auteur dramatique Gaston de Caillavet, qui avait un hôtel à Paris, 12, avenue Hoche, hôtel qui était celui de son père A. Arman, marié à une Lippmann et propriétaire du château de Caillavet à Langoiran (Gironde). Il est probable que la famille Arman était juive, en ajoutant le nom du château à son nom, elle fit disparaître le patronyme et fut simplement de Caillavet. Gaston Caillavet mourut en 1915 au château d'Essendières à Saint-Médard d'Excideuil (Dordogne). Ce château venait du chef de sa femme Jeanne Pouquet.

Jeanne Pouquet était la fille d'Eugène Pouquet et sœur de Pierre Pouquet, agent de change à Paris, mort en 1934. Jeanne Pouquet eut, de son union avec Gaston de Caillavet une fille, Simone, qui a épousé un Juif, André Herzog, fort connu en littérature sous le nom d'André Maurois. Et ainsi M. et M^{me} André Maurois ont le château d'Essendières en commun avec Maurice et Jeanne Pouquet.

Ces derniers ont leur hôtel à Paris, 12, avenue Hoche, l'hôtel de la famille Arman. En plus du château d'Essendières, Maurice et Jeanne Pouquet ont le château de Lhauterie à Le Change (Dordogne) et une villa à Arcachon (Gironde).

Maurice Pouquet est administrateur de plusieurs sociétés minières algériennes : le Djebel-Felten, la Mine de Garn-Alfaya et la Mine de Bou-Thaleb. Il siège aussi à la Société centrale des mines et de métallurgie dont le baron Leonino (groupe Rothschild) était président. Nous reverrons donc Maurice Pouquet dans le tome IV.

Un de ses parents, Étienne Pouquet, ayant un château à Ambazac (Haute-Vienne), est administrateur de la Société bordelaise des produits chimiques (groupe Kuhlmann)[en 1956, n'est plus adm. que des Docks industriels, filiale de la Bordelaise de Produits chimiques.].

²⁹ Ce personnage [Charles Vassillière], qui ne figure pas dans les annuaires mondains, est président délégué des Mines de Sidi-Marouf et administrateur délégué des Mines du Zaccar. Il n'est pas douteux qu'il représente les intérêts d'un puissant groupe financier [probablement fils de Paul Vassillière (1852-1940), directeur, puis administrateur de la Cie d'Aguilas, associée la maison Wm. H. Müller, Rotterdam, contrôlant les sociétés précitées].

Au début de ce siècle, il y eut Léon Vassillière [(1845-1911), frère aîné de Paul], directeur général au ministère de l'Agriculture, père de Gaston, ingénieur agricole, qui fut marié à une demoiselle de Tannenberg.

³⁰ Il est de la promotion de 1892. Son père, qui avait le même prénom, était de la promotion 1869. Henri Cardozo père fut administrateur délégué de la Société le Nickel, président des Mines du Zaccar*, etc., que Henri, son fils, préside actuellement. [adm.-dir. Électro-métallurgique de Dives > Recquignies (avant GM1)]

³¹ **Sven Frissell est un Suédois, administrateur délégué de la Swedish Iron Ore Limited et de l'Algerian Iron Ore Limited et administrateur de la Skefko Ball Bearing Co.**

Léon Angoulvent [act. de Gringoire](tome II), est administrateur de la Société des téléphones Ericsson, dont il sera parlé dans le tome IV.

Pour mémoire, nous citerons les Sociétés minières du Djebel Felten [Constantine et Tunisie. Reprise par la Holding coloniale], du Djebel Ressay [dissoute et reprise par Peñarroya-Tunisie], du Djendli [Constantinois. Fig. ds AEC 1922, 0 in AEC 1951], de Garn-Alfaya [Tunisie], de Bou Thaleb [Constantinois], de Sidi [223] Bou Aouane [Tunisie]. Là, avec des coadministrateurs divers, nous rencontrons MM. François Urruty, Maurice Pouquet, Abel Juge, le baron Gonzague de Bellescize ³², le comte Henri de Langle ³³.

La Société des mines de zinc de Guergour.

La Société des mines de zinc de Fedj-el-Adoum.

Ces deux sociétés ont cinq administrateurs communs sur huit. Ce sont : MM. Henri Chabert, Frédéric et Jacques Faure [tous 2 fils de Joseph Faure et d'Odile Martel] (tomes I et II), Paul [224] Hackenberger ³⁴, Joseph Choppin de Janvry, un des directeurs de la Banque de Paris et des Pays-Bas (tome 1).

Les deux autres administrateurs de Guergour sont : M. Jacques Aguillon (tome II) et Louis Galicier (tomes I et II). Un des commissaires est le comte de Vendegies d'Hust, parent de Frédéric Faure.

Ces mines sont donc contrôlées par des groupes financiers de la métropole, l'un d'eux étant le groupe catholique.

La Compagnie des phosphates de Constantine.

La Société des phosphates tunisiens, engrais et produits chimiques.

Revenons aux autres affaires de phosphates. Pour la plupart, elles se trouvent toujours dans cette région minière du Kouif, qui fait du département de Constantine et de la Tunisie la plus riche partie de cette région africaine.

En 1912, fut créée la Compagnie des phosphates de Constantine*. Son siège est au Djebel Kouif, près de Guelma. Son capital était, à l'origine, de dix millions, dont 4.600.000 en actions d'apport. Une partie est libérée d'un quart. Le capital actuel est de 45 millions qui, en Bourse, valent 160 millions. En 1935, les actions de 100 francs ont reçu un dividende de 16 francs.

Les administrateurs appartiennent au groupement constitué par le Comité des houillères. Beaucoup sont connus de nos lecteurs ainsi que le [225] montre la liste suivante : M. Henri de Peyerimhoff [anc. secr. gal gougal Algérie + pdt Union des mines], président ; M. Louis Quesnot (tome II, page 219), vice-président, remplaçant feu

³² Le baron Gonzague de Bellescize est un ingénieur de l'École centrale (promotion 1889) ; il est membre du cercle l'Union. Il appartient à une famille qui fait partie à la fois de la noblesse terrienne, du monde militaire et du monde financier. Sa femme est née [Virginia] Mac-Tier.

Un de ses parents [son frère aîné], le vicomte Fernand de Bellescize, du Nouveau Cercle, lieutenant-colonel, marié à Valentine Pignatel, d'une famille capitaliste lyonnaise, a un château à Marlieux (Ain). Il est administrateur des Mines de la Loire. Il est le père de Jean, Georges, Paul et André de Bellescize.

Le vicomte Georges, fils du précédent, est aussi du Nouveau Cercle et administrateur de la Société des charbonnages hongrois Urikany. Il est marié à Renée de La Morinière. Son frère, le comte Jean de Bellescize, ayant château à Beaumont-La Ferrière (Nièvre), siège à la Société franco-marocaine, société d'études et d'exploitations. Il est marié à Renée Durieu de Souzy, d'une famille ayant des châteaux dans le Rhône et la Côte-d'Or. Nous avons vu dans le tome II aux Assurances, le comte René de Bellescize, ingénieur de l'École centrale, promotion de 1911 [= président des condensateurs SAFCO-TRÉVOUX].

Par leurs femmes, les de Bellescize, ci-dessus nommés, sont apparentés aux de Blois (voir tome II), aux de Quinsonas, aux de Biré, de La Grandière. Le nom complet de cette famille est de Regnault de Bellescize.

³³ Le comte Henri de Langle a épousé la sœur de la femme du baron Gonzague de Bellescize. Il est membre du JockeyClub. Sa fille, Yvonne, est l'épouse de Paul Verdé-Delisle (voir p. 246, tome II). Ceci complète ce que nous avons dit de la famille de Langle dans le tome II.

³⁴ M. Paul Hackenberger a un château à Gometz-le-Châtel (Seine-et-Oise).

Ernest Cuvelette [(1869-1936) : dg Mines de Lens + ép. fille Kuhlmann > adm. de stés métallurgiques, chimiques, verrières, électriques, gazières basées sur utilisation charbon + v.-pdt CCF] ; le comte Arthur de Montureux ³⁵ ; M. Pierre Parent [Union des mines] ; M. Lucien Petit ; M. Laurent Schiaffino. Par contre, MM. Étienne Thouzellier ³⁶, Paul Jordan³⁷, Marc Henriquez n'ont pas encore été cités. Nous reverrons ces personnages, soit dans ce tome même, soit dans le quatrième.

À la Société des phosphates tunisiens, engrais et produits chimiques [future Pierrefitte], on retrouve encore des personnages rencontrés dans nos tomes ou pages précédentes. MM. François Urruty, Louis de Seynes, Yves Le Trocquer, Gustave Mercier ³⁸, Jean Maroger ³⁹ (représentant la banque Lazard frères)[CQFD], tels sont ces personnages. Leurs noms mêmes indiquent que les Rothschild ont une très forte participation dans cette entreprise phosphatière.

Les autres administrateurs français ne présentent pas un grand intérêt. M. Paul Bursaux, ingénieur de l'École polytechnique, promotion de 1887, est bien le mari de Suzanne Chevrier, mais nous n'avons pas pu déterminer si elle est de la [226] famille Chevrier, apparentée aux Brincard et aux Jahan. Nous le pensons cependant. M. Jacques Godin, ingénieur de l'École polytechnique, promotion de 1911, est directeur de l'Union des producteurs d'électricité des Pyrénées-Orientales ; il semble que ce soit un simple employé représentant d'un groupe financier ⁴⁰. M. Rodolphe d'Adler, mari de Jacqueline Arnodin ⁴¹, qui paraît être un capitaliste [représentant de la maison de banque Arthur Spitzer & Cie]. Ces deux derniers administrateurs ne figurent pas dans d'autres conseils.

Tout autre est la situation de l'administrateur **Toeplitz**. Ce financier italien est vice-président de la Compagnie internationale des wagons-lits [CIWLT] et vice-président de la Montecatini (Société générale pour l'industrie minière et agricole). Cette grande entreprise italienne offre du point de vue social et économique un vif intérêt. Le

³⁵ Le nom complet est Bourcier de Montureux. La mère d'Arthur de Montureux est née de Louvencourt. Une de ses parentes est la femme de **Sir Eric Phipps**, haut fonctionnaire des Affaires étrangères de Grande-Bretagne. En 1791, le comte de Montureux émigra et fit campagne contre la France dans l'armée de Condé.

³⁶ Etienne Thouzellier [X 1891. Un. des mines] est **lieutenant-colonel en retraite** et membre des cercles l'Union artistique et le Nouveau Cercle. Son fils Jean a épousé Yvonne Aucoc.

³⁷ Paul Jordan est de la famille d'Édouard de Joannis précédemment nommée ; ingénieur en chef des mines, promotion de 1891 de l'École polytechnique, il semble être le frère du général Philippe Jordan, déjà cité [non]. Il est marié à une demoiselle Blanchet et a un château à Montbonnot (Isère). Un parent des Jordan, défunt, Camille Jordan, fut ministre plénipotentiaire, marié à une d'Ussel [Marie-Caroline]. Nous reverrons Paul Jordan dans le tome IV, ainsi que Robert Jordan, un autre membre de la famille. Les Jordan représentent probablement les Mirabaud [douteux].

³⁸ Mercier (Gustave)(1877-1959). X-Pts. Fils de Gustave Mercier (1839-1915), ingénieur chez Fives-Lille. Marié en 1905 à Marie-Thérèse Dusuzeau, fille de Léon D., ingénieur en chef des ponts et chaussées, futur directeur du Port de Strasbourg. Deux fils : Robert, marié à une Dlle Nodé-Langlois, et André, marié à Denise Compagnon. Carrière à l'Union d'électricité qu'il représente à l'Union hydro-électrique, à l'Union électrique du Centre, au Centre électrique, à la Sté hydroélectrique de la Cère, aux Phosphates tunisiens... On le retrouve après guerre au P.-O., aux Entrepôts et gares frigorifiques (CEGF), aux Chemins de fer du Maroc, au Tanger-Fez, à l'Énergie électrique du Maroc (A.L.).

³⁹ Jean Maroger (1881-1956), d'une famille protestante du Gard. X-Ponts, administrateur de nombreuses sociétés électriques, président de la Chambre syndicale des forces hydrauliques... Administrateur (1928), puis président (1933-1951) des Tréfileries et laminoirs du Havre. En outre administrateur de Poliet et Chausson (janvier 1933), d'Alais, Frogès et Camargue (AFC)(Péchiney). Sénateur de l'Aveyron (1938-1942, 1948-1956).

⁴⁰ Jacques Godin est surtout ancien des infortunés Phosphates de Gouraïa, probablement reclassé par esprit de corps.

⁴¹ Jacqueline Arnodin est la fille [plutôt la sœur ou la cousine] d'un ingénieur, Georges Arnodin [x/] [fils de Ferdinand, spécialiste des ponts transbordeurs, installé à Châteauneuf-sur-Loire, constructeur, entre autres, du pont de Martrou à Rochefort], et d'Yvonne Félix-Allard, sa femme. Celle-ci est la fille de feu **Félix Allard, entrepreneur de travaux publics**, dont la veuve possède deux châteaux, l'un à Menars (Loir-et-Cher), l'autre à Chaingy (Loiret).

président est M. Guido Donegani et un autre administrateur de la Montecatini est Luigi Donegani, membre de cette même famille. Or le président de la Société des phosphates tunisiens — qui est en même temps son directeur général — est M. Gustave Donegani⁴². Enfin, le second des vice-présidents de la Montecatini est M. Albert Galicier, vu et revu par nous. Nous trouvons là, dans ces sociétés, une nouvelle preuve de l'internationalisme du capitalisme. Et ceci fait comprendre les raisons de l'attitude politique des dirigeants des grandes entreprises économiques au cours des événements.

Lorsqu'on a examiné le personnel des conseils d'administration des sociétés de phosphates (Gafsa, [227] Tunisie, Constantine), on constate qu'une lumière nouvelle éclaire les incidents tragiques du Sud tunisien qui survinrent au commencement de 1937. L'attitude des soi-disant colons français à l'égard des ouvriers indigènes revêt, de ce chef, un caractère très net.

La Société des phosphates du Djebel Mdilla.

Son siège est à Tunis. Datant de 1920, au capital de 44 millions, elle offre une nouvelle preuve de l'internationalisme du capitalisme. Le président du conseil est M. Démétrius Zafiropulo. Parmi les administrateurs nous relevons un de ses parents, Georges Zafiropulo, tous deux vus à la Société marseillaise de crédit ; M. Ernest Carnot et Jean Brugère [CFAT], cités antérieurement, un Anglais, Sir Edmund Davis ⁴³, de Londres MM. Louis Michenot [cadre du groupe Zafiropulo] et Jules Dumas, qui représentent les intérêts du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ; [228] M. Charles Heuzey ⁴⁴, ancien député de la Mayenne [en fait de la Nièvre], mari de M^{lle} Potin, de la famille des grands épiciers parisiens, propriétaires de vignobles en Tunisie. Deux autres personnes, MM. Joseph Desmars, ancien conseiller d'État [1975-1956. Anc. préfet. Ép. Marie Rouenel > Louise ép. Alfred Papinot, préfet de la Charente 1940-oct. 1943], et Paul Germain ⁴⁵ [Mines et produits chimiques, Villefranche-sur-Saône], terminent ce conseil. L'administrateur-directeur général, demeurant à Tunis, est M. Willy Gittens, qui ne semble pas un Français de longue date, si tant est qu'il le soit.

⁴² Il a épousé une demoiselle Cortambert, d'une famille de châtelains de Saône-et-Loire et du Cher. Il est décédé en décembre 1937.

⁴³ Sir Edmund Davis est un personnage important car il siégeait, en 1934, dans 41 conseils d'administration ! Il est président de la Société Jacob Picard and C^o, de la Bwana M'Kubwa Copper Mining Company, président délégué de la Chinese Central Railways, de la Chrome Company, administrateur délégué de l'East African Lands and Development Company, président des Établissements Courmont, président délégué de la Fanti Consolidated Investment Company, président de la Josiah Smale and Son, président délégué de la Loungwa Concessions (Northern Rhodesia), président de Otavu Exploring Syndicate, président délégué de la Rhodesia Brokenhill development Company, de la Rhodesia Chrome Mines, président de sept autres sociétés, dont celle de la Yangtse Valley. Il est aussi administrateur de la Société d'entreprises industrielles et minières.

Par la liste précédente, on voit que l'activité financière de Sir Edmund Davis est surtout réservée aux entreprises coloniales d'Afrique et de Chine, groupes financiers d'études, de mines et de chemins de fer. Il est évident que Sir Edmund Davis est un représentant de groupes financiers [En fait, il était un investisseur indépendant].

⁴⁴ Charles Heuzey (1876-1938) : marié en novembre 1906 à Geneviève Labbé-Potin, parente du succursaliste Félix Potin, grand propriétaire viticole en Tunisie. Ancien député de Château-Chinon, Nièvre (1910-1914), à la suite de son frère Pierre, qui avait débuté sa carrière politique en Mayenne, dans le sillage de son oncle Louis Heuzey, député de 1898 à 1901, lui-même fils de Léon Heuzey (conservateur au Louvre, membre de l'Institut) et petit-fils de Charles Lecomte, ancien député de Laval !

En juillet 1915, Charles Heuzey est nommé adjoint au maire du 16^e arrondissement de Paris. Mais il quitte la vie politique. En 1922, il apparaît comme vice-président de la Société d'études marocaines pour le commerce, l'agriculture et les mines, liée au groupe Hersent, et administrateur de la Financière des colonies (Rivaud) et de la Banque nationale française du commerce extérieur. L'année suivante, il est victime d'un ferrailleur parisien à qui il avait confié 320.000 francs pour acheter des barres d'acier aux surplus militaires. En 1926, il démissionne de la Banque nationale française du commerce extérieur.

⁴⁵ C'est un ingénieur des mines, marié à une demoiselle Billaudot. Il y a un Georges Billaudot, mari d'une Lazard possesseur d'un château à Chailloué (Orne).

Transports maritimes et annexes.

Les transports maritimes et les entreprises complémentaires des ports, docks, etc., présentent la même situation que celle que nous venons d'exposer, et cela pour les personnes aussi bien que pour les groupes. Nous avons parlé, page 198, de la Compagnie africaine d'armements. Nous retrouverons ses administrateurs, ainsi que ceux des entreprises maritimes qui ont leur siège dans la métropole, généralement Marseille ou Bordeaux.

La Société algérienne de navigation pour l'Afrique du Nord.

Cette ancienne maison Charles Schiaffino et Cie a été transformée en une société qui a son siège à Alger. Son gérant est M. Laurent Schiaffino. Dans le conseil de surveillance siégeaient, en 1936, M. Henri de Peyerimhoff, M. Gaston Boulogne, le [229] baron Théodore de Berckheim ⁴⁶, M. Théodore Ansbacher, le duc de Valencey. Nous connaissons ces personnages vas précédemment.

De quelques sociétés siégeant 2, rue Lord Byron à Paris, et de quelques autres.

Pour mémoire, car nous les avons déjà présentées au lecteur, nous citerons la Société commerciale tunisienne (voir page 149), la Société commerciale des ports africains (page 149), etc., qui sont sous le contrôle de la Banque Mirabaud et Cie et de quelques autres groupes financiers dont la famille Savon.

Ajoutons toutefois l'Union charbonnière de manutention du port d'Oran, dont le siège est aussi au 2 de la rue Lord-Byron. Elle est récente, [230] puisqu'elle date seulement de 1934. Son président est M. Roger Savon, déjà nommé. Avec lui siègent M. Oscar Godeffroy (de Hambourg), MM. John Gridley et Herbert Henry Merrett (de

⁴⁶ Ce personnage est décédé en mars 1936. Il était membre du Jockey-Club, célibataire et ministre plénipotentiaire en disponibilité depuis 1912. Il fut, en 1907, premier secrétaire à l'ambassade française à Berlin, donc collaborateur de Jules Cambon. Protestant luthérien comme tous les de Berckheim, il était le fils de la baronne née de Jaucourt, sœur du marquis de Jaucourt, qui fut député au siècle dernier. Il était le frère de feu le général baron Christian de Berckheim, époux d'Elisabeth de Pourtalès, qui fut administrateur de sociétés métallurgiques comme l'Alsthom, l'Alsacienne de constructions mécaniques et Redange Dilling.

Le baron Théodore de Berckheim était l'oncle du baron [Robert] de Watteville [adm. Ominium pétrolifère du Nord et de l'Est], marié à une de Berckheim, de François et de Robert Thuret, fils d'Ida de Berckheim, épouse de Daniel Thuret, mère de Louise Thuret, qui est mariée à Pierre de Seynes. Il était aussi l'oncle de La Rochefoucauld, duc de Bisaccia et du comte de Bourbon-Busset.

La famille de Berckheim ne se perpétue plus que par les femmes. Elle ne figure plus dans les annuaires financiers et dans les annuaires mondains. On ne trouve plus que la baronne Christian de Berckheim, née Elisabeth de Pourtalès, ayant son château à Bennwhir (Haut-Rhin).

Cela complète et rectifie ce que nous avons dit de la famille de Berckheim dans les tomes 1 et 2.

Cardiff)⁴⁷, M. Percy Thomas Harvey⁴⁸ (de Londres), M. Henri Nessler (d'Alger), MM. Joseph, Salomon et Wilfred Lasry, armateurs⁴⁹. La nationalité de ces derniers ne nous est pas connue. M. Georges Jeannin est le secrétaire général de cette société, de même qu'il l'est du Foncier africain français dont nous avons parlé.

Il est aussi secrétaire général de la Société marocaine des charbons et briquettes et adminis [231] trateur-secrétaire général de la Société Charbonac. Cette dernière société joue à Alger le même rôle que l'Union charbonnière à Oran. Nous connaissons les administrateurs de ces sociétés puisque ce sont MM. Roger et Maurice Savon, John Gridley, Henri Merrett, Thomas Harvey, Edmond Raynal, Charles et Louis Bastit et, enfin, M. Léon Pinchart⁵⁰, que nous n'avons pas encore cité.

Ainsi qu'on peut le voir, tous ces noms de personnages montrent un mélange de capitalistes concessionnaires de mines et de capitalistes des transports ou des industries annexes.

Par ailleurs, d'autres groupes, tout aussi importants que ceux que nous venons d'examiner, sont liés avec des capitalistes de l'industrie électrique ou du bâtiment. Tel est, par exemple, la *Compagnie des ports de Tunis, Sousse et Sfax*. Dans son conseil, siègent M. Jean Dollfus, de la famille Dollfus-Mieg, qui a divers de ses membres dans les conseils (voir tomes I et IV)[Jean Dollfus est le fils de l'ancien président de la Compagnie des ports, Jules Dollfus (1842-1919), et d'Élisa Contejean] ; M. Léon Boulle (voir tomes I et IV), qui serait un fidéi-commis du financier Dannie Heineman [avec un seul *n* final]⁵¹ ; Marius Bérengier [X-Pt. 1912 : dg Cie des ports], qui est vice-président de la Société des grands [232] travaux de Marseille et administrateur de la Société des grands travaux en

⁴⁷ MM. Gridley et Merrett donnent dans l'Annuaire Chaix la même adresse à Cardiff. Par contre, dans *The Directory of Directors*, nous voyons ces personnages à des adresses très différentes.

John Crandon Gridley est en effet, très probablement membre de « Gridley and Partners », ingénieurs consultants à Londres ; un membre de cette firme, Sir Arnold B. Gridley, est administrateur de diverses sociétés coloniales.

Herbert Henry Merrett habite à Llandaf, dans le comté de Glamorgan, pays de Galles. Dans le *Directory of Directors* de 1934, il est porté comme membre du conseil d'administration de 26 compagnies dont il préside trois. Il est administrateur délégué de six. Ces compagnies sont principalement des charbonnages gallois ou étrangers et des entreprises de transport de charbon.

Il est certain que ces personnages représentent des groupes financiers miniers et industriels britanniques.

⁴⁸ Percy Thomas Harvey, administrateur de J. Smith and Co, restaurateurs, est administrateur de Moxey, Savon and Co où il donne son adresse. Cela indique que la famille Savon a des intérêts importants dans une société anglaise. D'autre part, Ernest Reginald Moxey est administrateur d'un charbonnage du pays de Galles et d'une entreprise de ciment. Par ailleurs, un des frères Savon, Georges (d'Alexandrie), est administrateur délégué de The Port-Saïd Salt association, qui a le même siège que la Moxey Savon and Co, 3 et 4 Lime Street Square, London, E. C. 3.

⁴⁹ Leur maison d'armement a un siège à Paris, 14, avenue de l'Opéra. Joseph Lasry a son domicile particulier, 1, rue du Printemps. Salomon habite à Oran. Nous n'avons pas trouvé l'adresse particulière de M. Wilfred Lasry.

⁵⁰ M. Léon Pinchart siège à Bordeaux-Bassens, à Charbonac et à Tamera. Il donne son adresse à Bizerte, mais il a un domicile à Paris, 19, boulevard Suchet ; son château est à Oisièpe (Eure-et-Loir). Sa femme est une demoiselle Barker. Sa fille, Nicole, a épousé Yann Lallour, parent [frère] de Michel Lallour [administrateur délégué de l'Union ovine coloniale], marié à Suzanne Champetier de Ribes. Ce sont des familles catholiques.

⁵¹ Ce financier est un Juif germano-américain, habitant Bruxelles. Il est né vers 1872 à Eldagsen (Allemagne). Il passe pour l'un des hommes les plus riches de Bruxelles. D'après les *Souvenirs de 1914*, de l'ambassadeur Brand Whitlock, Dannie Heineman [avec un seul *n* final] serait citoyen américain. Il est le président de la Chade (Compañia Hispano Americana de Electricidad), société allemande de l'Amérique du Sud, qui fut mise sous séquestre pendant la guerre mondiale et qui fut rachetée par Sofina. Cette dernière société, Sofina, est un enchevêtrement très embrouillé de capitalistes allemands, belges, français, espagnols et d'autres encore. Parmi les administrateurs de la Chade il y avait M. Ernest Weyl (tomes I et II) qui vient de mourir et qui représentait les intérêts des Schneider.

Dannie Heineman, venu d'une famille pauvre, occupe une grosse situation dans la finance internationale. Il se pourrait qu'il ne soit qu'un homme de paille d'un groupe capitaliste excessivement puissant. Ceci complète en le rectifiant, ce que nous avons dit sur Dannie Heineman, page 206 du tome I.

béton armé (anciennement Tricon et Cie), qui fournit encore six de ses administrateurs à la Compagnie des ports de Tunis, Sousse et Sfax ; son nom n'est point dans les annuaires mondains ; MM. Maurice, Jean et Paul-Maurice Tricon, trois représentants de la famille Tricon qui possédait l'entreprise devenue la Société des grands travaux en béton armé ⁵² ; Charles Michel-Côte, ainsi nommé parce qu'il est marié à une demoiselle Côte, est un ancien explorateur dont nous avons parlé (tome II), parent de M^{me} Paul Ravier, elle-même parente d'un Louis Ravier, mari d'une Angoulvent ; rappelons qu'il a remplacé, à la Banque de l'Indochine, Maxime Getten, le fidéi-commis des Rothschild ; M. Charles Rebuffel, cité dans le tome I, qui est de la promotion 1881 de l'École polytechnique ; M. Édouard-Raphaël Worms, que nous avons vu dans le tome II (page 164), car ce banquier, qui a des intérêts dans des affaires coloniales, est le directeur-proprétaire du journal confidentiel le *Petit Bleu*.

La Compagnie des ports de Tunis, Sousse et Sfax a été fondée en 1894. Son capital est entièrement remboursé. Ses actions, ainsi remboursées, donc ne coûtant rien aux actionnaires, valent en Bourse, actuellement, deux fois la valeur initiale !

[233] Les administrateurs de l'Omnium immobilier tunisien, de la Compagnie foncière et immobilière de la Ville d'Alger, de la Société des mines de Douaria, de la Société de Tamera ont, pour la plupart, été déjà nommés dans les pages de notre étude. On le voit par les noms de Paul Harth, de Henri Gaillochet ⁵³, de Vincent Forestier ⁵⁴, de Gaston Boulogne, de Saint-Romas, de Jean Brugère, de Léon Pinchart, de Charles Bastit, sans parler des capitalistes britanniques antérieurement cités.

Quant à la Société des domaines de Kéroulis, dans la Mitidja algérienne, elle semble être une ancienne affaire familiale, actuellement entre les mains du Crédit hypothécaire de Tanger.

La Manufacture de tabacs Bastos est une affaire agricole spécialisée dans le tabac ; elle jouit d'un monopole de fait en Algérie. Dans son conseil figurent MM. Albert et Jean Galicier, Alfred Jourdanne, déjà cités, et le groupe financier des cuivres et pyrites, dont nous verrons l'importance dans notre tome IV quand nous étudierons la métallurgie.

Des services concédés : électricité.

La Société constantinoise d'énergie électrique.

Les capitalistes métropolitains ne se contentent point de la mainmise sur les entreprises minières, phosphatières, maritimes, avec leurs annexes agri- [234] coles, ferroviaires et routières. Ils ont ajouté à leur fleuron ceux des services publics qui n'offrent pas d'aléas, ayant soin de rétrocéder à la colonie les affaires insuffisamment fructueuses.

La Société constantinoise d'énergie électrique fut créée en 1930. Elle est actuellement au capital de 45 millions et a émis pour 45 millions d'obligations. Son président est M. Henri de Peyerimhoff. Il est ainsi un agent de liaison avec les entreprises d'électricité et de gaz de la métropole. Il est d'ailleurs accompagné de M. Émile Pinson, du groupe de la Compagnie générale d'électricité. Les vieux groupes gaziers, Lebon, Lachomette [Cie du Bourbonnais] et Villiers sont représentés par Marcel Lebon [ép. Henriette Delore], Prosper de Lachomette et Henri Villiers, capitalistes

⁵² Maurice [Tricon] est un ingénieur de l'École polytechnique, promotion 1882. Paul-Maurice semble être son fils. Il est, lui, de la promotion de 1919. Jean est un de leurs parents.

⁵³ Ce banquier dont nous avons parlé tomes I et II, est président du conseil d'une société anglaise The Huelva Copper and Sulphur Mines (44, Queen Victoria Street E C 4, Londres) et son fils Roger en est administrateur. L'exploitation est en Espagne. Nous reverrons ces personnages.

⁵⁴ Les Forestier sont une famille riche, dont quelques membres ont des châteaux et une branche a la particule. *Vincent est colonel* et administrateur des mines de Douaria. Il siège aussi à la Société J. Bocuze et Cie, où sont les Harth (métaux précieux). Un de ses parents, Claude Forestier^o, sera vu aux sociétés Nobel*, et est administrateur de la Minière de M'Zaita.

Cela complète ce qui fut dit dans les tomes précédents sur la famille Forestier.

lyonnais dont nous parlerons plus longuement dans le tome IV. M. Albert Tirman fait aussi partie du conseil.

La Compagnie du gaz et régie co-intéressée des eaux de Tunis.

Datant de 1886, les actions de 500 francs ont une valeur triple en Bourse. Le président du conseil était le banquier Siegfried Propper ⁵⁵, déjà [235] cité. L'administrateur-délégué est M. Paul Hackenberger, vu aux mines de Guergour. À ses côtés, siègent un de ses parents, peut-être son fils, Hubert Hackenberger, puis M. Joseph Thuillier, qui a son bureau 3, rue de Messine, adresse de l'Union financière pour l'industrie électrique, dont il est administrateur ⁵⁶. Un autre administrateur est Jacques Lecoq, ingénieur, parent par sa femme, née Durand du Roussel, de M. Paul Hackenberger, qui a épousé, lui aussi, une Durand du Roussel ; une fille de Jacques Lecoq, Éliane, a épousé le comte Aimery de Prémonville de Maisonthou, dont le père a un château à Beaumont-le-Roger (Eure) et dont la mère est née de Maillé de La Tour Landry. Le château de Jacques Lecoq est à La Houssaye (Seine-et-Marne) et son hôtel à Paris 25, rue de Boulainvilliers ; on voit que la famille Lecoq-Hackenberger est une famille capitaliste. Le dernier administrateur, Robert Flury-Hérard ⁵⁷, est un autre parent de Paul Hackenberger, car il est marié à une demoiselle Hackenberger et il appartient de son côté à une autre famille capitaliste.

[236]

La Société algérienne des eaux.

Cette société, créée en 1924, a un petit capital de 4 millions. Sur six administrateurs, cinq sont Algérois ; M. Louis Paoli, directeur de l'Union commerciale indochinoise et africaine (voir p. 191), est le seul qui ne le soit pas. Les cinq Algérois sont : M. Laurent Schiaffino, déjà nommé ; MM. Alphonse, Georges, Albert Blachette et le docteur Arrii Blachette, appartenant tous à la même famille. Ces quatre derniers sont d'ailleurs les seuls administrateurs de trois autres sociétés algériennes : Société Blachette-Bois ; Société des alfas ; Société des textiles (filature, corderie, tissage). Ce sont là des affaires nettement de famille avec une petite participation d'une banque.

La Société algérienne d'éclairage et de force.

Son capital est de 103 millions. Ses administrateurs sont de la Compagnie centrale d'énergie électrique (3, rue Moncey, Paris), que nous étudierons dans notre tome IV ; MM. Gaston Boulogne, Gabriel Rosenwald⁵⁸, Octave Homberg, Gustave Mercier [de l'Union d'électricité], Henri Poirier, Ernest Teissier du Cros ⁵⁹, E. de [237] Fages de

⁵⁵ Siegfried Propper est décédé en décembre 1936, à l'âge de 90 ans. Son fils Michel, mari d'Élisabeth Levylier, ayant son hôtel, 34, rue Pauquet, était commissaire aux comptes en 1936.

⁵⁶ Il est probable que M. Joseph Thuillier est de la famille de feu **A. Thuillier, qui fut président du conseil municipal de Paris, sénateur de la Seine et entrepreneur de couverture et plomberie**. Joseph Thuillier serait ainsi de la parenté de M. Lucien Lassalle (tome I page 169) et de M. Adolphe Landry, ancien ministre. Nous retrouverons ce personnage dans notre tome IV, en étudiant les services concédés, car il est président de la Compagnie des eaux de la banlieue de Paris.

⁵⁷ Robert Flury-Hérard est le frère de Marcel Flury-Hérard, administrateur de la Banque russo-asiatique. Il a une propriété à Couilly (Seine-et-Marne). Au commencement de ce siècle, existait Paul Flury-Hérard, banquier. Les Flury-Hérard sont de la parenté de la famille Flury (t. I, p. 110), dont un membre, Georges Flury, est administrateur de la Banque des pays du Nord*. Un autre membre de cette famille, Jean Flury, a épousé Solange Masquelier (voir tomes I et II). M. Max Flury-Hérard fut officier de cavalerie et est l'époux d'une demoiselle Supervielle [banque Flury-Hérard rachetée par la Banque Transatlantique].

⁵⁸ Gabriel Rosenwald est ingénieur de l'École polytechnique, promotion 1906. Il est vice-président de la Compagnie centrale d'énergie électrique, qu'il représente dans la Société algérienne d'éclairage et de force et dans les autres sociétés où nous le retrouverons. Il semble être un simple employé.

⁵⁹ Ernest Teissier du Cros est un ancien ingénieur des manufactures de l'État, promotion de 1898 de l'École polytechnique. Ce haut employé de la féodalité financière représente la Compagnie centrale d'énergie électrique dans diverses sociétés coloniales de services concédés. Il est apparenté à un châtelain de Trèves (Gard).

Latour⁶⁰. Quelques-uns de ces personnages ont déjà été nommés par nous. Les autres le seront quand nous étudierons les services métropolitains concédés (tome IV).

La Compagnie centrale d'énergie électrique contrôle évidemment la Société d'éclairage et de force, car la plupart des personnalités ci-dessus nommées sont membres de son conseil **tout comme M. Lucien Janlet ⁶¹, de Bruxelles, qui est leur collègue à la Société algérienne d'éclairage et de force.** En 1936, M. Léon Boulle et Xavier Loisy ont cessé d'être administrateurs de cette dernière entreprise.

*
* * *

Quand nous étudierons ces compagnies métropolitaines d'électricité et la métallurgie, nous verrons les liens étroits qui unissent les techniciens de ces entreprises avec les financiers et autres capitalistes déjà étudiés par nous.

Nous aurons ainsi, par les faits, une nouvelle confirmation de ces liaisons financières et familiales qui réduisent à un petit nombre de familles les véritables maîtres de l'économie française. Ceux-ci étendent leur pouvoir sur les entreprises d'Algérie et de Tunisie, nous venons de le voir. Leur puissance ne s'arrête point là, car nous les rencontrerons dans les autres parties du domaine colonial.

LES TRANSPORTS MARITIMES

(Augustin Hamon,

Les Maîtres de la France, t. 3, Éditions sociales internationales, 1938)

[151] MM. Léon Bertrand et Robert Galoppe sont administrateurs des mêmes sociétés : Appareux de Rouen, Société commerciale d'affrètements et de commission, Compagnie française des phosphates de l'Océanie et Société algérienne de produits chimiques et d'engrais. Ces deux personnages sont parents, probablement beaux-frères, Thérèse Galoppe étant la femme de Léon Bertrand ⁶².

⁶⁰ Eugène de Fages de Latour (10 janvier 1862-15 décembre 1937) : ancien directeur général des travaux publics au Tonkin et en Tunisie. Délégué du conseil d'administration de la Thomson de 1914 à 1927 environ. Son représentant à la Compagnie générale des tramways, à la Compagnie générale des omnibus, aux Tramways et autobus de Casablanca, etc. (A.L.)

⁶¹ Ce financier belge est administrateur de la Chade et de Sofina (voir précédemment à propos de Dannie Heineman) ; il doit représenter ce groupe dans les entreprises françaises, dont il est administrateur. Il fait aussi partie du conseil des Compagnies réunies de gaz et d'électricité à Lisbonne. Aussi figure-t-il dans l'annuaire anglais *The Directory of Directors*.

⁶² Il est ingénieur en chef des ponts et chaussées (promotion de 1878 de l'École polytechnique), et fut, il y a trente-cinq ans, directeur de la Compagnie parisienne du gaz. Son château est à Précy-sur-Oise (Oise) ; celui de M. Robert Galoppe à Menars (Indre-et-Loire).